Les Jeunes MR considèrent que le processus d'élargissement doit prendre le temps d'approfondir l'intégration européenne des pays membres avant d'entamer une réforme substantielle. Concurrence, compétitivité, politiques monétaires, commerciales, agricoles ou industrielles, politique étrangère, défense, immigration : autant de politiques qui nécessitent une meilleure intégration afin de rendre l'Union européenne plus efficiente.

L'élargissement de l'Union européenne s'est opéré au travers de vagues successives d'intégration économique et politique. L'Union représente aujourd'hui le troisième ensemble de population du monde, avec plus de 500 millions d'habitants. 28 États qui travaillent ensemble sur toutes les thématiques ou presque, ce sont 28 cultures, 28 intérêts nationaux, 28 sensibilités à préserver et à harmoniser.

Cependant, les dernières vagues d'adhésion ont provoqué l'arrivée dans l'Union d'un nombre important d'États en relativement peu de temps : 13 pays supplémentaires en 10 ans.

De plus, la crainte plane sur l'Union qu'un trop grand élargissement provoque une dilution de celle-ci en une simple zone de libre-échange, avec des replis ethniques potentiels. Et les démarches d'adhésion pourraient occasionner (et occasionnent déjà) des conflits entre futurs États membres sur des points politiques non résolus : le statut du Kosovo (dont l'indépendance vis-à-vis de la Serbie n'est pas reconnue) ou la non-reconnaissance de Chypre par la Turquie. Pour toutes ces raisons, les Jeunes MR plaident pour un ralentissement en matière d'élargissement, afin de permettre à chaque pays de trouver sa place dans l'Union actuelle ; que cette dernière puisse se réformer et s'adapter à l'évolution de nos sociétés ; et enfin que les différends puissent être résolus et dépassés dans l'intérêt des citoyens européens. Cela permettra à l'Union d'être plus stable d'un point de vue économique et social.